

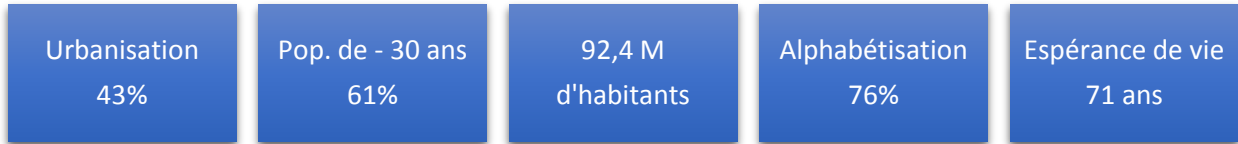


AMBASSADE DE FRANCE EN ÉGYPTÉ
SERVICE ÉCONOMIQUE

Le Conseiller Économique

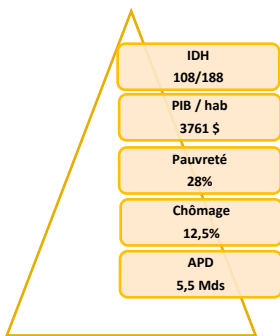
Le Caire, le 6 février 2017

Situation économique générale de l'Égypte



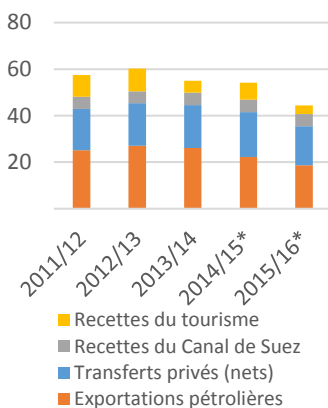
L'Égypte se caractérise par sa démographie, **100 M d'habitants en 2020**, ainsi que par sa position géographique stratégique, au carrefour de **trois continents et de deux mers** reliées par le canal de Suez. Elle jouit de son rayonnement culturel dans le monde arabe ainsi que d'un patrimoine historique exceptionnel.

La superficie de son territoire est de 1 M km² découpés administrativement en **27 gouvernorats**, dont **Le Caire, Giza et Alexandrie** qui regroupent près du quart de la population et concentrent la majeure partie de l'activité économique. Plus de 95% de la population est concentrée sur 7% du territoire. Le Caire, la capitale, compte près de **22 M d'habitants**.



Le **PIB de l'Égypte, le deuxième d'Afrique, était de 331 Mds \$** en 2015. Il résulte d'une économie diversifiée, structurée autour des secteurs **manufacturiers** (16%), **extractifs** (12%), **agricoles, forestiers et de la pêche** (11%), du **commerce de gros et de détail** (13%) et de **l'immobilier** (9,5%). Le **secteur public** occupe une place prépondérante dans l'économie, représentant 10% de l'activité et 34% des investissements (hors entreprises publiques). L'Armée est également un acteur économique important, y compris dans le domaine civil. Par ailleurs, l'inclusion du **secteur informel**, qui représenterait 50% de l'emploi total, augmenterait le PIB d'au moins 40%.

Les quatre rentes (Mds \$)



L'Égypte bénéficie traditionnellement des revenus de **quatre rentes** : les transferts de la **diaspora** (18,3 Mds \$ / an en moyenne depuis 2011/12), le **tourisme** (7,1 Mds \$), les redevances d'utilisation du **Canal de Suez** (5,2 Mds \$) et les **ventes d'hydrocarbures** (10,3 Mds \$), qui représentent 30% des exportations.

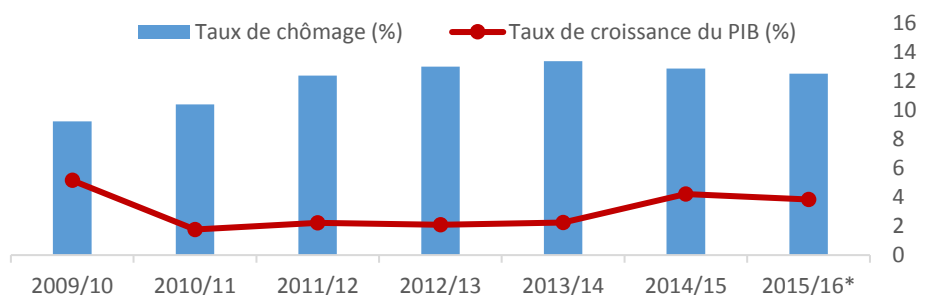
A la suite de la **modernisation de son économie** au milieu des années 2000, l'Égypte a connu des **taux de croissance record** (7% entre 2005 et 2008). Toutefois, la **crise financière** de 2008 et **l'instabilité politique** depuis la chute du Président Moubarak en 2011 ont durablement affaibli l'économie.

L'élection à la présidence de la République d'**Abdel-Fatah Al-Sissi** en juin 2014 a marqué le retour de la stabilité politique alors que le processus de transition s'est achevé par l'élection du Parlement en janvier 2016.

Global Competitiveness
115/138

Doing Business
122/190

Croissance et emploi



L'évolution de la situation économique est marquée par le creusement des déficits et une croissance insuffisante, bien que résiliente (2,8% en moyenne depuis 2010/11, 4% en 2015/16).

Le déficit budgétaire de l'Egypte augmente depuis 2007, à 12,3% du PIB en 2015/16. Les dépenses publiques, multipliées par 2,2 en 5 ans, se décomposent principalement en remboursement des intérêts de la dette (30% du total), en salaires et traitements des fonctionnaires (26%), et en dépenses sociales (25% du total. En 2015/16, seul 10% du budget a été consacré aux dépenses d'investissement. **La dette publique domestique, détenue en majorité par les banques domestiques, représente 95% du PIB. La dette extérieure atteint 18% du PIB.**

La situation extérieure de l'Egypte est également dégradée. **Le commerce extérieur affiche un déficit structurel** qui reflète une balance des hydrocarbures devenue déficitaire et la dépendance de l'Egypte aux imports de biens intermédiaires et de produits de consommation. **Celui-ci n'est plus équilibré ni par le produit des rentes traditionnelles,** qui diminuent (transferts des migrants, tourisme) ou plafonnent (canal de Suez), ni par le montant des investissements étrangers, **directs ou de portefeuille.**

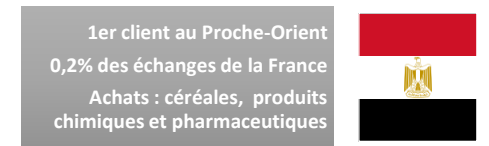
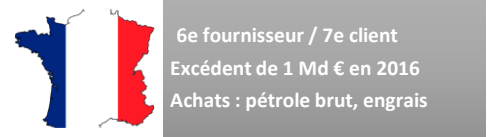
Pour corriger ces déséquilibres, le gouvernement a engagé un programme de réformes soutenu par le FMI (prêt de 12 Mds \$) qui vise à atteindre en 2018/19 une croissance de 5,5%, un déficit budgétaire de 4,7% de PIB, un déficit de la balance courante de 3% de PIB et un endettement de 85,8% de PIB.

Dans ce cadre, l'Egypte a procédé en novembre 2016 à la **libéralisation totale du régime de change de la livre égyptienne**, assortie d'une dévaluation importante qui a permis de résoudre en partie le problème de disponibilités en devise du secteur bancaire. Les autorités ont également adopté **des mesures de consolidation budgétaire** comme la loi sur la réforme du service public, la mise en place de la TVA et le démantèlement des subventions énergétiques (hausse des prix de l'électricité et des carburants). Enfin, le gouvernement souhaite encourager la croissance, la diversification économique, les exportations et les investissements notamment via des mesures **d'amélioration de l'environnement légal des affaires.**

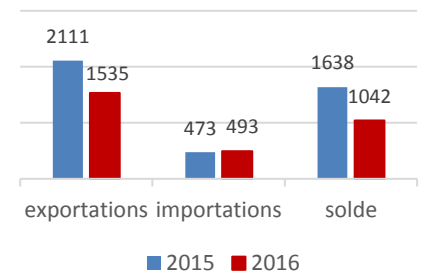
En matière énergétique, l'Egypte est devenue importatrice nette d'hydrocarbures en 2012. Elle devrait le rester à moyen terme et jusqu'au développement du **champ gazier Zohr**, prévu en 2019. Pour faire face à la croissance de la consommation électrique, l'Egypte a lancé programme de construction de nouvelles centrales électriques visant à installer 54 GW d'ici à 2022, dont 4,3 GW de sources renouvelables.

Sur le plan des infrastructures, le gouvernement a lancé une **série de méga projets** dont les plus emblématiques sont le doublement du canal de Suez, le développement de la région économique attenante et la construction d'une nouvelle capitale administrative.

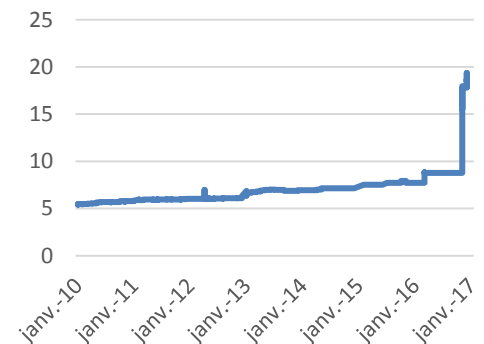
La France est un partenaire économique de premier plan de l'Egypte. Les échanges commerciaux ont atteint 2 Mds € en 2015, dont 1,5 Md € d'exportations françaises et 0,5 Md € d'importations. Les flux d'IDE français ont atteint 250,1 M \$ en 2015/16, pour un stock de 3,5 Mds € en 2015. 160 filiales d'entreprises françaises sont implantées en Egypte, où elles emploient près de 30 000 personnes.



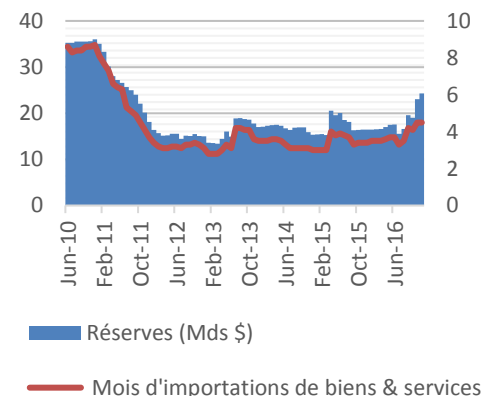
Les échanges commerciaux Fr-Eg (M€)



La parité officielle EGP/USD



Les réserves de change



Indice PMI janvier 2016- janvier 2017
47,3